



AMBASSADE DE SUISSE  
AU GUATEMALA

GUATEMALA, le 18 décembre 1979

4<sup>a</sup> Calle 7-73, Zona 9  
Apartado 1426  
Téléfonos 65 726 / 31 37 25  
Telegrammadresse: Ambassuisse  
Telex: 5257 Amsuiz Gu

Réf.: SAL.012.1 - YB/gc

C O N F I D E N T I E L

Au Secrétariat général  
du DFAE

Réouverture de notre Ambassade  
à San Salvador

*M. A. / G. S. / F. D. u.*  
28.12.  
*H. R. K. K. C.*

Monsieur l'Ambassadeur,

./.  
Me référant à notre échange de télex (votre 166 et mon 246), je vous envoie ci-joint un rapport que mon premier collaborateur, M. François Chappuis a rédigé à son retour du Salvador sur la question de l'éventuelle réouverture de notre mission diplomatique dans ce pays. Pour avoir une vue plus complète de la situation, vous pourriez également prendre connaissance de mon RP no 14 du 17 décembre 1979 également rédigé par M. Chappuis.

Je conçois que votre décision sera difficile à prendre en raison des deux aspects contradictoires du problème : devoir moral et administratif d'assurer la protection des ressortissants et intérêts suisses précisément en raison des troubles et dangers actuels et à venir, souci d'humanité commandant de ne pas exposer la liberté et la vie d'un représentant suisse, surtout après l'assassinat de Hugo Wey.

La colonie suisse considère qu'un Chargé d'affaires est un diplomate de trop haut rang et que, de ce fait, il sera nécessairement visé; en même temps elle souhaite la présence d'un fonctionnaire consulaire de rang inférieur, voire d'une secrétaire, pour assurer l'expédition des affaires consulaires de routine qui, en raison de la gravité des événements, sont devenues primordiales pour nos compatriotes.

Peut-être la solution pourrait-elle être cherchée précisément dans cette direction, l'arrivée de M. Peyraud pouvant être différée de quelques mois et un jeune fonctionnaire consulaire subalterne pouvant assumer l'interim en attendant que la situation se décante. Toutefois il ne faudrait pas se leurrer : tout agent, si modeste que soit son rang (et même une secrétaire) courra des risques certains

./.

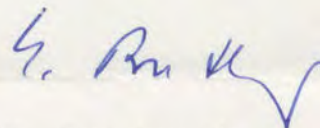
- 2 -

d'enlèvement ou d'assassinat, sans compter simplement celui d'être atteint par le hasard d'une balle perdue.

En dernière analyse, il s'agit pour les autorités suisses d'apprécier si, devant l'impuissance manifeste du gouvernement salvadorien à assurer la protection des diplomates conformément aux conventions de Vienne, un tel gouvernement mérite encore la présence d'un représentant suisse ou si l'envoi d'un représentant diplomatique ou consulaire peut néanmoins se justifier par d'autres raisons. Il ne m'appartient naturellement pas de me prononcer à un tel niveau qui est celui de la politique qu'entend suivre notre Etat à l'égard d'un autre Etat.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse



(Y. Berthoud)

1 annexe



SAL.012.1 - CH/sb  
SAL.350.0

CONFIDENTIEL

Réouverture de l'ambassade à San Salvador

La situation règnant à El Salvador est actuellement fluide, incertaine, imprévisible. La nouvelle junte issue du coup d'Etat du 15 octobre 1979 est confrontée à un défi des forces d'extrême-gauche. Deux problèmes se posent. Faut-il, vu les circonstances, remettre en cause la décision de réouvrir l'ambassade à San Salvador dès début février 1980 et si la décision de principe est maintenue, ne conviendrait-il pas, le cas échéant, de surseoir à l'arrivée du chargé d'affaires, en attendant que la situation soit plus claire, et la sécurité plus grande? Les milieux concernés ne sont pas unanimes.

Les milieux gouvernementaux sont bien sûrs très favorables à l'arrivée d'un chargé d'affaires suisse, car la tendance des missions diplomatiques est actuellement de diminuer les effectifs.

Concernant le corps diplomatique, la réaction est franchement négative. J'ai eu des entretiens avec les ambassadeurs du Venezuela, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne, avec le Chargé d'affaires du Royaume-Uni ainsi qu'avec le no 2 de l'ambassade des Etats Unis. Tous estiment que la situation actuelle est beaucoup plus dangereuse pour eux qu'elle ne l'était lors de l'assassinat de Hugo Wey. Les organisations révolutionnaires ont choisi délibérément d'entretenir le corps diplomatique dans l'insécurité pour ternir l'image du pays et contribuer ainsi à son isolement. Le climat de peur dans lequel vivent les collègues

à San Salvador, s'explique aisément, si l'on rappelle que, en l'espace de 15 jours, l'Ambassadeur d'Afrique du sud a été enlevé, qu'on est sans nouvelles de lui, et que, le 11 décembre, l'ambassade d'Israël a été visée par un attentat à la bombe. Le gouvernement n'est pas en état de garantir la sécurité des missions diplomatiques. Aussi celles qui se sentent particulièrement visées ont-elles fait appel à des gardes de corps nationaux: 40 chez les américains, 3 chez les israéliens, 3 chez les britanniques, 2 chez les allemands et 2 chez les italiens. Les latino-américains particulièrement menacés comme les argentins, brésiliens, chiliens et uruguayens y songent également.

Dès son arrivée dans la capitale, estiment les collègues, le chargé d'affaires de Suisse sera particulièrement exposé. Le gouvernement, en effet, tentera d'utiliser la réouverture à son profit, en faisant valoir que ce geste est le signe d'un nouveau climat de confiance. Ce point de vue, les organisations révolutionnaires ne seraient-elles pas tentées de vouloir l'infirmier d'emblée et par des moyens qui ont hélas fait leur preuve? Le conseil aussi unanime qu'amical prodigué à la Suisse est donc de différer l'arrivée du chargé d'affaires, en attendant que les choses soient plus claires, et ce pour quelques mois au moins.

La colonie est reconnaissante à la mère patrie de penser à elle et de vouloir mander auprès d'elle un représentant permanent. Nos compatriotes estiment cependant qu'un chargé d'affaires n'est peut être pas la meilleure solution dans l'immédiat. A tort ou à raison, ils estiment qu'un fonctionnaire de ce rang est, dans les circonstances présentes,



d'un niveau trop élevé pour ne pas à nouveau être menacé dans son intégrité physique. Les suisses du Salvador ne sont pas les seuls à avoir cette opinion. Pour le gouvernement, le corps diplomatique et, sans doute, pour les groupes d'extrême-gauche, un chargé d'affaires est perçu comme un quasi-ambassadeur. Il symbolise son pays d'envoi. Nos compatriotes estiment que de nouvelles atteintes au représentant suisse auraient des conséquences très néfastes sur leur moral. Il ne faut pas oublier que le traumatisme qui a affecté la colonie après l'assassinat de Hugo Wey est loin d'être résorbé. On a beau expliquer que, dans l'esprit de Berne et de l'ambassadeur de Suisse résident au Guatemala, un chargé d'affaires est surtout un fonctionnaire chargé de s'occuper de la colonie, les responsables de celle-ci trouvent le niveau trop haut dans les circonstances actuelles. Ce qu'ils désirent pour le court terme, c'est voir un peu plus souvent l'ambassadeur ou son remplaçant et disposer de quelqu'un qui règle rapidement les affaires de chancellerie en suspens. Le président de la société de bienfaisance, Hansruedi Simon, estime que, dans la phase critique que connaît le pays, le fait que beaucoup de compatriotes ne soient pas en ordre administrativement concernant des questions de nationalité des enfants, de passeports ou d'AVS, provoque un sentiment d'insécurité. Monsieur Max Homberger et sa soeur, gens de liaison avec les autorités, estiment de leur côté que pour l'instant la politique devrait être menée comme présentement par les diplomates résidents au Guatemala, même qu'ils pourraient venir plus souvent, mais ils souhaiteraient disposer d'une secrétaire venue de Berne ou à engager sur place pour les décharger de la pure administration. Le profil idéal serait celui de Mlle Sueur qui n'a laissé que de bons souvenirs.

Chappuis

(F. Chappuis)